et se délivrer de ce qui en est la sanction, dit le même écrivain, est une chose impossible. En détruisant son lien avec la catholicité romaine, Louis XIV détruisait la racine même de son autorité. Il croyait monter sur le trône de Charlemagne, et, dans le fait, il commençait à descendre les degrés de Louis XVI. Les libertés de l'Eglise gallicane proclamées au profit de Louis XVI, deviennent, dans le fond, le premier acte de la Révolution française (1). »

Il faut ajouter, contre les partisans d'une monarchie tempérée, que les actes de 1682 détruisent un frein salutaire, en voulant donner un degré nouveau de hardiesse et de confiance au pouvoir de la royauté, en écartant de ses excès mêmes toute répression venant du pouvoir spirituel. Par haine pour l'Eglise, on devient fauteur secret des lubies du despotisme.

Envisagerons-nous maintenant le côté plus spécialement religieux de la question? Ce sont encore des aveux qui se présentent. Un des libres penseurs de nos temps, M. Charles de Rémusat, qui ne saurait être suspecté de partialité pour les intérêts du Saint-Siège et du catholicisme, n'a pas craint de dire, en parlant de cet asservissement qu'on a décoré d'un tout autre nom :

« Le plus célèbre effort de cet esprit intermédiaire qui veut concilier la suprématie de l'Eglise et l'indépendance des gouvernements, c'est le gallicanisme; et, sans nier que, par ses dernières conséquences, il pût entraîner à la servitude et au schisme, nous ne devons parler qu'avec respect d'une doctrine illustrée par tout ce que la France a produit de plus sage dans le gouvernement, et même dans l'Eglise (2). »

Voilà un langage qui est assurément peu digne d'un philosophe, nous dirons même d'un simple logicien. Qu'il faille *ne parler qu'avec respect* d'une opinion, d'un système dont les conséquences dernières vont aboutir à la *servitude* et au *schisme*, c'est ce qui semblera toujours fort déraisonnable, non pas seu-

(1) *Le Christianisme et la Révolution française*, p. 310.

(2) Rémusat, *Saint Anselme*, p. 412.